

candidats, s'ils désirent en proposer à cette commission ; et si la commission juge que les services de ces hommes sont nécessaires, qu'elle leur donne de l'emploi. Ce serait un meilleur régime que celui en vigueur aujourd'hui. Tant que le régime actuel ne sera pas changé, vous souffrirez de cette ingérence dont mon honorable ami a parlé : l'ingérence de la politique. Quand les hommes désireux d'être employés viennent trouver les députés de la droite, que font-ils ? Ils leur disent : Nous sommes libéraux ; nous vous appuierons, et nous voulons être employés sur le chemin de fer de l'Etat. Naturellement, comme ces ouvriers vous promettent de vous donner leur appui, vous vous montrez disposés à les proposer ; vous faites votre possible pour leur procurer de l'emploi. Peu vous importe que leurs services soient utiles ou non ; vous avez intérêt à ce qu'ils soient employés sur le chemin, car en leur procurant de l'emploi vous vous assurez leurs votes. Je sais comment se comportent dans ces circonstances les partisans du ministère ; je le sais par expérience. J'ai fait partie de la députation quand nous étions au pouvoir, et je sais que les députés ministériels d'alors se conduisaient comme vous le faites maintenant à cet égard. J'ai condamné cette manière de faire dans le temps, et je la condamne aujourd'hui. J'oserai même dire que l'honorable ministre des Chemins de fer et Canaux n'est pas au courant de tout ce qui se passe ; il est certains incidents qui ne lui échappent pas, mais il sait comment le régime fonctionne, et c'est le régime que je condamne, parce qu'il est mauvais.

L'honorable M. EMMERSON : L'honorable député a-t-il jamais signalé à l'attention de la Chambre l'influence que ses amis exerçaient d'une manière illicite ? A-t-il jamais exprimé les idées dont il se fait aujourd'hui le champion ? Je lui ferai observer également que l'honorable député de Lanark-sud a déclaré que l'état de choses décrit par lui n'existait pas du temps qu'il était ministre. Or, mon honorable ami prétend, lui, que les choses se passaient alors de la même manière qu'aujourd'hui.

M. INGRAM : J'ai déclaré que les faveurs du gouvernement se distribuaient alors de la même manière qu'aujourd'hui.

L'honorable M. EMMERSON : Allez-vous proposer une résolution en vue de déterminer un changement ?

M. INGRAM : Non ; j'ai pris la parole et j'ai condamné le système, et je me propose de continuer à le faire tant que je ferai partie de la députation ; car c'est là mon devoir. Il n'est aucun besoin de proposer de résolution. Que l'honorable ministre lise le compte rendu des "Débats" de ces années dernières ; il y trouvera l'expression de mes opinions à l'encontre de cette manière de faire ; et si le peuple savait jusqu'à quel

point les chemins de fer de l'Etat souffrent de cette ingérence, il se lèverait dans sa force et mettrait un terme à ce régime.

M. WM. ROSS (Victoria) : Il me semblait que notre réunion aujourd'hui avait pour but de voter les crédits supplémentaires du département des Chemins de fer et Canaux ; il est grand temps que nous cessions de nous occuper de ces balivernes.

M. BLAIN : Mon honorable ami de Victoria (M. Wm. Ross) est toujours à reprendre la Chambre sur ces questions de détails. Je tiens à lui lire une lettre et à lui demander s'il est toujours de l'opinion qu'il exprimait, en 1874, alors qu'il était ministre de la Milice sous le gouvernement Mackenzie ?

M. WM. ROSS (Victoria) : Je dirai à l'honorable député (M. Blain) que cette lettre est un faux, que je ne l'ai jamais écrite.

M. BLAIN : En voici le texte :

Balls-Creek, 5 février 1874.

M. Dennis Egan,
North-Sydney.

Cher monsieur,—Je dois vous informer que le gouvernement compte que tout homme à son emploi votera en faveur des candidats ministériels. C'est pourquoi, je vous prie de vous rendre à Sydney-Mines pour y déposer votre vote en faveur de M. Mackay.

Votre, etc.,

(Signé) WM. ROSS.

M. WM. ROSS (Victoria) : M. le président, je fus élu par acclamation à l'élection générale de 1874 ; je fus élu par acclamation à l'élection générale de 1872 ; je fus élu à l'élection générale de 1897 ; il n'est personne en cette Chambre qui puisse en dire autant.

M. COCHRANE : Rien de tout cela n'a rapport à la lettre.

M. WM. ROSS (Victoria) : Un instant, s'il vous plaît. Après avoir remporté mon élection, je me rendis dans le comté de Cap-Breton en vue de prêter main forte à M. Newton M. Mackay, décédé depuis, et je m'arrêtai à Balls-Creek. Des gens en voiture vinrent me trouver et me prièrent d'écrire une lettre à Dennis Egan. Je répondis que dans mon élection, dans mon propre comté, les fonctionnaires du gouvernement avaient toute liberté de voter contre moi, et que je ferait pas ce qu'on me demandait de faire dans la circonstance. Les gens s'en retournèrent, et un habitant de North-Sydney, W. Exmore, décédé depuis, écrivit cette lettre et y apposa mon nom ; il commit ce faux.

M. JOHNSTON : C'est un fait bien connu.

M. WM. ROSS (Victoria) : C'est un fait bien connu. Quand l'affaire fut soulevée, alors que j'étais ministre de la Milice et de la Défense, je demandai qu'on produisît la lettre, qu'on la déposa sur le bureau de la Chambre ; mais on le fit pas. On n'osa pas la produire. Or, je déclare devant mon